

Agbada Mangalu Mobhe
et Bienvenu Solo Lola,
Université de Kinshasa

A LA RECHERCHE D'OPPORTUNITÉS: *Migrations professionnelles Sud-Sud depuis la République démocratique du Congo*

La présente étude porte sur les migrations de travail Sud-Sud de la République démocratique du Congo (RDC) vers la République du Congo et l'Afrique du Sud. Les principaux résultats auxquels l'étude a abouti ne s'écartent pas significativement de ce que l'on sait sur les migrations en RDC.

Par exemple, **le profil des migrants met en évidence qu'il s'agit essentiellement de jeunes adultes âgés entre 25 et 40 ans, d'un niveau d'instruction appréciable** (secondaire et plus). D'ailleurs, le critère d'instruction discrimine les migrants par rapport au choix de destination et aux motifs de migration. En effet, si les **migrants moins instruits choisissent des destinations plus proches** (République du Congo) et y vont essentiellement pour des raisons de commerce transfrontalier, les **migrants plus instruits optent pour des destinations lointaines** (Afrique du Sud) et y vont essentiellement pour des raisons de recherche d'emplois.

Par exemple, à Kinshasa, l'enquête a montré que les **jeunes instruits s'orientent plus vers l'Afrique du Sud pendant que les moins ou peu instruits s'orientent plutôt vers la République du Congo**. Les tendances dégagées par ces résultats confirment les résultats déjà observés par ailleurs par d'autres études quantitatives sur la RDC (Schoumaker et al., 2010 ; Mangalu, 2011).

Un **lien très étroit a été observé entre l'insuffisance du marché du travail, la faible rémunération et la propension à migrer**. Les résultats de cette étude indiquent que le chômage, la mauvaise rémunération, l'inflation, la précarité des conditions de vie sociale, l'insécurité (guerres) et la porosité des frontières constituent les facteurs de répulsion qui poussent les jeunes à migrer vers la République du Congo et/ou l'Afrique du Sud.

Les **raisons réelles évoquées par les migrants congolais lors des entretiens diffèrent fondamentalement des raisons contenues dans les documents et statistiques**

officiels. En effet, par exemple, l'exploitation des statistiques sur les motifs de migration déclarés par les Congolais, obtenues des services d'immigration indiquent qu'environ 60 % de Congolais évoquent le motif de commerce, entre 20 et 25 %, évoquent les visites familiales et entre 15 et 20 % évoquent les motifs d'évangélisation, de deuil, de soins médicaux, etc. Dans le jargon des migrants congolais, les motifs officiels constituent ce qu'ils appellent motifs tactiques ou stratégiques, destinés à faciliter éventuellement l'obtention des documents officiels alors que les motifs réels sont les vrais mobiles qui justifient les migrations.

Beaucoup de migrants sont partis à la recherche des meilleures conditions de vie en accédant à des emplois et des activités plus rémunérateurs. Tout en alimentant la migration des compétences, l'émigration soulage aussi le marché du travail local.

Des entretiens constituent la preuve que la **majorité des Congolais de la RDC vivant en République du Congo sont plus dans la débrouille** (coops) et par conséquent n'ont pas de salaire à proprement parler. Les rares migrants congolais qui travaillent dans des structures formelles, comme ces médecins, ne sont pas non plus satisfaits de leur rémunération, mais faute de ne jamais trouver d'emploi en RDC, ils sont obligés de rester en République du Congo.

Les témoignages permettent aussi d'**appréhender les conflits qui ont toujours opposé les immigrés à la population locale**. Ce phénomène a beaucoup été discuté dans la littérature sur l'intégration des migrants dans les sociétés d'accueil. En effet, avec ou sans raison, la plupart des maux dont souffrent les sociétés d'accueil sont imputés aux migrants, notamment le banditisme urbain, le vol, le viol, la baisse du coût de la main-d'œuvre, etc. On aperçoit également à travers ce qui précède le rôle des mauvaises conditions de vie, notamment du chômage comme *push factors* poussant les individus à quitter leur pays d'origine.

Etant objets et sujets de la migration, les **migrants ont, eux aussi, une perception de ce phénomène**. Ils perçoivent la migration comme une opportunité qui leur permet non seulement d'échapper au chômage et à la pauvreté, mais aussi et surtout, comme une opportunité leur permettant d'améliorer leur condition de vie ainsi que celles de leurs familles restées au pays. Ces perceptions se fondent à la fois sur le revenu que l'on peut tirer de son emploi, mais aussi sur les conditions de travail.

Elements de politique migratoire

De façon générale, on peut entendre par politique migratoire un **ensemble d'outils, de services, de textes légaux et réglementaires et de directives ayant pour but de réglementer l'entrée, le séjour et la sortie des populations** au sein d'un territoire ou d'un ensemble de territoires donné, qu'il s'agisse des nationaux ou des étrangers. On peut également entendre par politique migratoire une action des pouvoirs publics (nationaux, régionaux ou internationaux) dans la gestion du fait migratoire ou des populations migrantes.

Les principales recommandations portent entre autres sur la **réalisation par le Gouvernement congolais de sa politique nationale de l'emploi**. Cette politique définira notamment les conditions générales de l'emploi, de salaire et de gestion des carrières, mais veillera également à limiter l'importation et l'exportation de certaines catégories de main-d'œuvre. Des réformes économiques et sur les droits des affaires visant à rendre le pays plus attractif aux investissements étrangers, créateurs d'emplois, sont également les bienvenues.

Il faut en outre réaliser certaines **réformes dans le système éducatif congolais afin d'assurer une adéquation entre la formation et l'emploi, mais aussi développer l'esprit d'entrepreneuriat auprès des jeunes congolais**. Ce nouveau programme pourrait être conçu en collaboration avec les entreprises locales. La création d'emplois devrait également être placée au centre de toutes les politiques et de tous les programmes de développement et de coopération internationale.

Le **soutien aux initiatives économiques des migrants et la canalisation de leurs transferts financiers** vers les activités créatrices d'emploi et génératrices de revenus pourraient en outre être envisagés. Il est également important que l'Etat congolais dispose d'un système de contrôle des données de l'emploi, particulièrement pour les jeunes. Ceci peut également passer par la mise en place d'un système d'information cohérent de collecte, d'analyse et de suivi des données sur l'emploi.

Au-delà de ces recommandations, il paraît également important pour l'Etat congolais de **définir clairement l'orientation de sa politique nationale des migrations**. L'élaboration de cette politique prendra également en compte certains aspects liés à l'emploi ; notamment la limitation de l'entrée et de la sortie de certaines catégories d'emploi.

Finalement, la réalisation de toutes ces recommandations signifie incontestablement **l'instauration d'une paix effective et durable sur l'ensemble du territoire national**. Non seulement cette paix limitera par elle-même les migrations, notamment forcées, mais elle permettra également aux investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, de créer des emplois, qui à leur tour limiteront les émigrations. Des études et des réunions de concertation entre les politiques, les experts et les chercheurs sont autant de voies pouvant aider à bien comprendre les relations entre emploi et migrations et à proposer des solutions adéquates.

Voir l'étude pour consulter les références